

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale de la protection
des populations

ARRETE
portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 20046647
PM

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 avril 2000 modifié au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. de KERNER** », l'autorisant à exploiter un élevage avicole de 57 900 poules pondeuses sur le site de « Kerner » à SAINT-GILDAS ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 7 décembre 2011 par l'installation classée « **E.A.R.L. de KERNER** », exploitée à SAINT-GILDAS au lieu-dit « Kerner » en vue de la restructuration externe d'un élevage avicole avec extension du cheptel initialement autorisé pour 63 900 animaux équivalents qui comprendra après projet un nouvel effectif de 101 301 animaux équivalents répartis sur deux sites (95 801 animaux équivalents sur le site de « Kerner » et 5 500 animaux équivalents sur le site de « Penpoulézy »). Cette demande fait suite à la reprise de plusieurs droits à produire (un atelier cunicole autorisé le 25 septembre 1987 pour 270 cages mères et 2 700 lapereaux à Plessala mis en valeur par M. Daniel GALLAIS, un atelier

bovin viande équivalent à 2 030 UN mis en valeur par l'EARL du Pré Geslin à Pordic, un atelier avicole autorisé en date du 3 septembre 1982 pour 20 000 poules pondeuses et 17 000 poulets de chair (soit l'équivalent de 5 964 UN) à Tréglamus et mis en valeur par Mme Maryvonne DENOUEL et un atelier avicole autorisé le 26 juin 2006 pour 19 500 poules pondeuses à St Bihiy et mis en valeur par l'EARL HENRY Dominique) avec mise à jour de la gestion des déjections ainsi que la construction d'un poulailler et d'un hangar de stockage de fientes ;

- VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire-enquêteur du 15 juin 2012 suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 mai au 1^{er} juin 2012 ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LE LESLAY (31 mai 2012) – SAINT-CONNAN (15 juin 2012) – LE FOEIL (6 juin 2012) – SAINT-GILDAS (16 mai 2012) ;
- VU l'avis favorable de la direction départementale des territoires et de la mer (D.D.T.M.) en date du 5 avril 2012 ;
- VU l'avis de l'agence régionale de la santé du 5 mars 2012, laquelle n'émet pas d'observation particulière sur le projet ;
- VU l'avis tacite du 18 mars 2012 de l'autorité environnementale saisie le 16 janvier 2012 ;
- VU la saisine du service interministériel des affaires civiles, économiques de défense et protection civiles ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 janvier 2012 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'Environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'accord CDOA obtenu par le pétitionnaire permet la restructuration externe de l'élevage avicole et que l'avis défavorable de la DDTM22 a été levé ;

CONSIDERANT que les constructions se feront à plus de 100 mètres des tiers et qu'il n'y aura plus aucun tiers à moins de 100 mètres des bâtiments d'élevage en fonctionnement ;

CONSIDERANT qu'il y a une amélioration des impacts sur l'installation, que les fientes seront pré-séchées et transférées vers des cantons inférieurs à 140 UN/ha et qu'il n'y a pas de dégradation de la pression azotée organique ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

1.1. - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus autorisant l'EARL KERNER à exploiter.

1.2. - L'EARL DE KERNER, sise à SAINT GILDAS au lieu-dit "Kerner" est autorisée à exploiter à cette adresse (Section B, parcelles n° 892, 924, 777, 779, 890) et au lieu-dit « Pempoulézy » à SAINT-GILDAS (Section B1, parcelles n° 900, 658, 660, 201, 199), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 101 301 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : 95 801 poules pondeuses sur le site de « Kerner » et 5500 poules plein air sur le site de « Pempoulézy », sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 40 363 unités par an.

1.3. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, sur le site de « Kerner » une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1131 tonnes par an.

1.4. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage. L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation; L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Le bâtiment devra être accessible aux engins de lutte contre l'incendie, par une voie de 3 mètres de large minimum utilisable en toute circonstance et dont la force portante est calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons.

2.2.5. - La défense en eau de l'établissement devra être assurée par un hydrant conforme à la norme NFS 61 213 (poteau ou bouche d'incendie fournissant 1000 litres/mn sous 1 bar) ou une réserve de 120 m3 utilisable et accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie.

Ce point d'eau devra être situé à moins de 300 mètres (circulaire du 10 décembre 1951).

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par pré-séchage et maturation des fientes dans un hangar de stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.

3.1 - Installation.

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.2. - Les moyens mis en oeuvre sont : gaines de séchage de pré-séchage puis maturation des fientes dans le hangar.

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également d'une plate-forme étanche couverte (hangar) suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

3.2. - Exploitation - entretien.

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température.

3.2.3.2. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.3. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- les quantités de fientes traitées,
- les relevés de température,
- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place, les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant :

E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité.

Une convention est établie avec un prestataire, qui assure la mise sur le marché pour 993 tonnes de d'engrais organique par an soit 35 930 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - Autres

4.1. - Les travaux constructions du poulailler, du hangar de stockage de fientes et de la fosse géomembrane sur le site de Kerner seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Prescription épandage sur céréales

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

ARTICLE 6 – Meilleures techniques disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 7 - Prescription particulière concernant la remise en état du site:

L'arrêt du poulailler P1 et du hangar de stockage de fientes sur le site "Kerner" à Saint-Gildas sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 8 - Résorption

La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de 35 930 UN par transfert.

ARTICLE 9 -

L'arrêté préfectoral du 10 avril 2000 modifié autorisant l'installation classée EARL DE KERNER à exploiter un élevage avicole de 57 900 poules pondeuses est abrogé.

ARTICLE 10 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 11 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs. Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 12 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée aux archives de la mairie de SAINT-GILDAS pour y être consultée par toute personne intéressée,
- affichée à la mairie de SAINT-GILDAS pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 13 – Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants,
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers pour les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients. Toutefois si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

ARTICLE 14 -

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de GUINGAMP, le maire de SAINT-GILDAS et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de BOQUEHO, COHINIAC, LE FOEIL, LE LESLAY, LE VIEUX-BOURG, SAINT-CONNAN et SENVEN LEHART.

SAINT-BRIEUC, le - 4 OCT. 2012

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Gérard DEROUIN



